



ORGANISATION PANAMÉRICAINNE DE LA SANTÉ
ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ



128^e SESSION DU COMITÉ EXÉCUTIF

Washington, D.C., 25-29 juin 2001

RÉSOLUTION

CE128.R6

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES EN RELATIONS OFFICIELLES AVEC L'OPS

LA 128^e SESSION DU COMITÉ EXÉCUTIF,

Ayant étudié le rapport (document CE128/8, Add. I) du Comité permanent des Organisations non gouvernementales; et

Connaissant les dispositions des *Principes régissant les relations entre l'Organisation panaméricaine de la Santé et les Organisations non gouvernementales (1995, revu 2000)*

DÉCIDE :

1. D'établir des relations officielles entre la Société américaine de microbiologie, March of Dimes et l'Association mondiale de sexologie et l'OPS.
2. De continuer pour une période de quatre ans les relations officielles avec l'Association interaméricaine d'ingénierie sanitaire et environnementale (AIDIS), la Fédération internationale du diabète (IDF), l'Association de l'Éducation en santé publique de l'Amérique latine et des Caraïbes (ALAES), la Fédération de l'industrie pharmaceutique pour l'Amérique latine (FIFARMA) et US Pharmacopoeia (USP).
3. De continuer pour une période d'une année les relations officielles entre l'OPS et l'Organisation internationale des Unions de consommateurs (CI-ROLAC) et l'Alliance nationale pour la santé hispanique sachant que le statut de leurs activités sera examiné à nouveau par le Comité permanent lors de sa réunion en 2002.

./..

4. De demander au Directeur :
 - a) de communiquer aux ONG respectives les décisions prises par le Comité exécutif;
 - b) de continuer à forger des relations de travail dynamiques avec des ONG interaméricaines présentant un intérêt pour l'Organisation dans des domaines entrant dans les priorités des programmes adoptées par les Organes directeurs pour l'OPS;
 - c) d'évaluer la pertinence de la relation avec des ONG interaméricaines travaillant officiellement avec l'OPS, encourageant plus de participation et de collaboration;
 - d) de continuer à encourager des relations entre les États membres et les ONG travaillant dans le domaine de la santé.

(Huitième séance, 28 juin 2001)